



Arrêté portant fermeture de la classe de 3ème E du collège Jean Moulin - 50 rue Jean XXIII  
à Rodez – suite à trois cas avérés de SARS-CoV-2

---

**LA PREFETE DE L'AVEYRON**  
Chevalier de la Légion d'honneur

- VU** le code de la santé publique et notamment ses articles L.3131-1 et suivants ;
- VU** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2215-1 ;
- VU** la loi n°2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ;
- VU** la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire ;
- VU** les décrets n°2020-1262 du 16 octobre 2020 et n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- VU** le décret n°2020-31 du 15 janvier 2021 modifiant les décrets susvisés ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n°2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du président de la République en date du 29 juillet 2020 nommant Madame Valérie Michel-Moreaux préfète de l'Aveyron ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 24 août 2020 donnant délégation de signature à Madame Pascale Rodrigo, sous-préfète de Villefranche de Rouergue ;
- VU** l'avis de l'agence régionale de santé d'Occitanie en date du 17 janvier 2021 ;

**VU** la proposition de la DASEN du 17 janvier 2021 proposant la fermeture d'une classe de l'établissement scolaire ;

**CONSIDERANT** que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (Covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

**CONSIDERANT** le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-CoV-2 ainsi que le caractère actif de la propagation de ce virus et la gravité de ses effets en termes de santé publique ;

**CONSIDERANT** la situation épidémiologique et la circulation active du virus COVID-19 en Occitanie et en Aveyron ;

**CONSIDERANT** que la loi n°2020-856 du 9 juillet 2020 susvisée prévoit, en son article 1<sup>er</sup>, d'une part, que le Premier ministre peut réglementer la circulation des personnes et réglementer l'ouverture au public, y compris les conditions d'accès et de présence, de certains établissements recevant du public et, d'autre part, qu'il peut habilitier les préfets à prendre toutes mesures générales et individuelles d'application de cette réglementation ;

**CONSIDERANT** que sur ce fondement, les dispositions du titre IV du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 susvisé, et plus particulièrement les articles 29 et 30, habilitent le préfet de département à interdire, restreindre ou réglementer, par des mesures réglementaires ou individuelles, les activités qui ne sont pas interdites en vertu du présent titre ;

**CONSIDERANT** que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

**CONSIDERANT** qu'il appartient au préfet de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées ;

**CONSIDERANT** que trois élèves de la classe de 3<sup>ème</sup> E du collège Jean Moulin - 50 rue Jean XXIII à Rodez - ont été testés positifs au SARS-CoV-2 sur les quatre derniers jours ;

Sur proposition du Directeur des services du Cabinet de la préfecture de l'Aveyron ;

**- A R R E T E -**

**Article 1<sup>er</sup>**: la classe de 3<sup>ème</sup> E du collège Jean Moulin - 50 rue Jean XXIII à Rodez - est fermée jusqu'au samedi 23 janvier 2021 inclus.

**Article 2 :** le Directeur des services du Cabinet,  
La sous-préfète de l'arrondissement,  
La Directrice Académique des Services de l'Education Nationale,  
Le commandant du groupement de gendarmerie départementale,  
Le Maire de la commune de Rodez,

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie, publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Aveyron. Un exemplaire de cet arrêté sera transmis au Procureur de la République près le tribunal judiciaire de Rodez.

Fait à Rodez le 17 janvier 2021,

La sous-préfète  
de Villefranche-de-Rouergue



Pascale RODRIGO

---

Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- **un recours gracieux**, adressé à  
Madame la Préfète de l'Aveyron  
Direction des Services du Cabinet - Service des sécurités - Bureau de la sécurité intérieure  
CS73114- 12031 RODEZ CEDEX 9
- **un recours hiérarchique**, adressé à  
Monsieur le Ministre de l'Intérieur  
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques  
Sous-direction des polices administratives - Bureau des Polices Administratives  
Place Beauvau  
75800 PARIS CEDEX 08
- **un recours contentieux**, adressé au  
Tribunal Administratif de TOULOUSE  
68 rue Raymond IV  
31000 TOULOUSE

Votre recours doit aussi être écrit et contenir l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez.

Ce recours juridictionnel, qui n'a, lui non plus, aucun effet suspensif, doit être enregistré au Greffe du Tribunal Administratif au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la présente décision (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet à votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous pouvez également exercer un **recours en référé** sur la base des articles L.521-1 à L.521-3 du code de justice administrative.

